

# Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL.

Rue de las Camarás n. 34.

HONNEUR ET PATRIE ?

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNES.

## Amanach Français.

- Vendredi 23 (1800). — Attaque du fort de Bard, par le général Bonaparte, contre les Autrichiens.  
 (1794). — Combat de Schifferstodt, par le général Michaud, contre les Prussiens.  
 (1800). — Passage du Mont-Saint-Bernard, par le général Bonaparte, contre les Autrichiens.  
 Samedi 24 (1791). — Combat de Mebsdle Chateau, par le général Kléber, contre les Autrichiens.  
 (1800). — Combat de Bregenz, par le général Moreau, contre les Autrichiens.

NAVIRES DU HAVRE, ATTENDUS ICI.

Les Deux frères unis, 28 février.

## MONTÉVIDEO.

23 mai 1845.

Comme nous l'avons observé dans notre dernier numéro, le journal anglais, le British Packet, ne porte pas la devise obligée de : Vive la Confédération, Meurent les sauvages unitaires, et sans laquelle il ne se publie aucun acte public dans toute la province de Buenos-Ayres. Le manque de cette sorte d'épigramme est d'autant plus remarquable que la Gaceta Mercantile le met, elle, en tête du même décret.

Est-ce un oubli? est-ce une radiation volontaire, de ces paroles de vengeance et de sang, qu'à prétendu faire le journal anglais en tête du décret qui accredité, comme ministre plénipotentiaire auprès de la République Argentine, un ministre anglais? Le British Packet a-t-il voulu ôcher à M. Gore-Ouseley cette suscription ordinaire des documents officiels, qui laisse si bien pressentir le caractère sanglant de ce gouvernement? Mais ce silence est une reprobation tacite de la devise; et, comme un décret du gouvernement a sanctionné et ordonné l'usage de cette devise dans la publication de tous les documents officiels, la feuille anglaise se trouve ainsi en flagrant délit de désobéissance aux décrets du Pouvoir-Exécutif, et pourrait fort bien, si les sympathies du gouvernement ne lui étaient depuis longtemps acquises, être poursuivie pour le cas de désobéissance aux lois et d'excitation à la haine du gouvernement.

En effet, mépriser ses décrets, les désapprouver par son silence, ne sont-ce pas là des motifs suffisants pour appeler sur ce journal, ce qu'à Dieu ne plaise, toute la rigueur des lois argentines! il n'en fait pas tant pour qu'on sacrifie un innocent qui n'aura d'autre crime à se reprocher que d'avoir déplu à quelqu'un des membres de la mazorca.

Mais l'exequatur remis par le gouvernement de Buenos-Ayres à M. W. G. Ouseley, ministre plénipotentiaire de S. M. la reine Victoria, portera-t-il la devise obligée? et, dans le cas où il la porterait, M. le ministre, qui vient avec une mission de pacification, devrait-il accepter une pièce officielle commençant par une formule de sang, par un verbe barbare et inhumain que repousse la paix et la civilisation, et que la civilisation désapprouve? Cette question nous rappelle un fait qui peut, fort à propos, trouver place à la fin de notre article.

Un personnage éminent de Buenos-Ayres, un ministre de Rosas, notre mémoire ne nous permet pas d'assurer que ce fut son confident particulier, M. Arana, fut rendre un jour à un des agents étrangers la visite du gouverneur, et remit au représentant la carte de visite de Rosas, ainsi conçue :

VIVE LA CONFÉDERATION ARGENTINE,  
MEURENT LES SAUVAGES UNITAIRES.  
ROSAS.

Ce raffinement de vengeance inhumaine, apporté jusque dans une carte de visite, déplut au représentant, qui rendit immédiatement la carte au porteur, et refusa ainsi la visite du maître.

La fregate française l'Erigone, ayant à son bord M. le commissaire du roi, baron Deffaudis, et M. Bourbonlon, son secrétaire d'ambassade, est entrée ce matin à onze heures dans notre port. Partie de Brest, le 10 avril, elle est arrivée après 31 jours de traversée à Rio Janeiro, où elle a séjourné 4 à 5 jours; de Rio à Montevideo, elle a dépensé sept jours, elle a donc réalisé son voyage de France à Montevideo en trente huit jours et quarante-trois avec son séjour dans la capitale du Brésil. Voyage extraordinaire, et qui doit avoir sa place marquée dans les annales maritimes.

M. le baron Deffaudis, ministre plénipotentiaire auprès de la République Argentine, part demain matin à six heures, à bord du vapeur de guerre français, le Fulton. Il est accompagné de son secrétaire d'ambassade.

Au départ de Rio Janeiro de la fregate l'Erigone, une escadre anglaise, commandée par le contre amiral Inglefield, était mouillée dans la rade, et faisait ses dispositions pour se rendre dans la Plata. Le Packet anglais était aussi entré dans ce port, et la corvette anglaise Camus, arrivée ce soir, en a apporté les correspondances.

La correspondance que nous avons reçue; nous donne l'assurance que les instructions remises à M. le baron Deffaudis sont plus explicites et plus exigeantes que celles qui avaient été données au ministre anglais. Il y a tout lieu de croire que la corvette Camus, où peut-être même M. le commissaire du roi, apporte à M. Gore-Ouseley de nouvelles notes.

Dans les jours consacrés qui viennent de s'écouler et dans les solennités qui les ont suivis, personne ne sera resté indifférent au spectacle imposant à la fois et sublime que présentait la population entière de cette capitale. Hier encore les temples regorgent. Au milieu de cette foule, dont les dures privations d'un siège prolongé n'avaient point refroidi les croyances, un œil observateur pouvait facilement reconnaître dans le costume ici adopté par l'assistance aux offices divins, plus d'un vêtement de deuil : c'étaient une mère, une fille, une épouse, qui venaient au pied des autels pleurer ceux qu'elles avaient perdus, offrant ainsi à la divinité le sacrifice de cuisantes douleurs. Oui, nous avons vu, non sans émotion, plus d'un beau visage pâle aujourd'hui, amaigri par la souffrance et sillonné de larmes, élever les yeux avec ferveur vers le Dieu des hommes libres qui avait exigé qu'une foule de nos défenseurs mourussent pour la patrie.

Il est inutile d'ajouter ici que les résidents français se sont, comme toujours, associés à ces démonstrations louables, puisqu'ils professent le même culte que les Orientaux. Mais nous ne pouvons nous dispenser de dire quelques mots de la scène touchante à laquelle nous avons assisté dimanche dernier à la Charité. Après les exercices religieux que nous avons annoncés il y a quelque temps dans le Patriote, et que notre aumônier a suivis avec tant de zèle et de constance. M. l'abbé Desombres a administré le sacrement de la communion à quarante-huit personnes des deux sexes, parmi lesquelles plusieurs d'un âge déjà mûr, et les autres fils ou filles de légionnaires. Le recueillement, la candeur et la piété qu'on remarquait chez ces jeunes enfants qui venaient remplir un des devoirs les plus importants du chrétien, rendaient vraiment touchante cette cérémonie à laquelle assistait une foule nombreuse. Nous nous estimons d'autant plus heureux que la voix du pasteur, appuyée de nos indications, ait été entendue, que nous avons aperçu plus d'un enfant appartenant à des familles nécessiteuses, qui, au milieu des circonstances pénibles qui pèsent sur le pays, avaient dû faire leurs derniers efforts pour les présenter aussi décentement vêtus. Honneur à ces braves gens qui donnaient ainsi un nouveau et solennel démenti à M. Pichon, quant à l'accusa-

tion d'immoralité qu'il ne rougissait point de lancer contre ses conationaux, lui appelé à les défendre et à les faire respecter. N'oublions point non plus d'être ici l'interprète de l'opinion publique, en remerciant M. l'abbé Désombres de ses estimables efforts, qui plus tard, on doit l'espérer, ne seront point sans fruit. Qu'il persiste donc dans la noble tâche qu'il s'est imposée et qu'il suit remplir d'une manière si chrétienne à tous égards.

C'est quand tout un peuple accablé par les rigueurs d'un siège aussi long et combattant chaque jour pour ses libertés et son indépendance, déploie une attitude aussi belle et se jette avec autant d'effusion entre les bras du Dieu de paix et de consolation, c'est alors, disons-nous, que les ministres du Très Haut doivent plus que jamais lui tendre une main amie et paternelle, et, au milieu de la misère honorable qui le dévore lui faciliter l'accomplissement de ses devoirs religieux. Nous nous expliquons : nous n'ignorons point combien les droits de l'église doivent être respectés et combien lui sont nécessaires pour l'exercice du culte les immunités pécuniaires fixées ; mais, au moment où tout le monde souffre l'exemption de certaines exigences, justes d'ailleurs en temps ordinaire, ne conviendrait-elle point en faveur de nos défenseurs et de leurs familles, et cela jusqu'à la paix et même jusqu'à ce qu'après le repos de ses travaux chacun ait pu en retirer quelque fruit ? C'est le moment plus que jamais où nos ministres doivent se montrer consolateurs et désintéressés, ouvrir les bras aux malheureux s'associant ainsi avec noblesse avec générosité aux fatigues et aux dangers d'une résistance héroïque. S'ils avaient pu l'oublier comme nous sommes loin de l'avancer, la conduite digne de l'administration orientale suffirait à leur rappeler leur devoir dans cette circonstance. En effet, le clergé oriental a-t-il jamais été soumis par le gouvernement actuel, au milieu des conflagrations politiques, aux exigences inqualifiables que Rosas impose et auxquelles se soumettent malheureusement les faibles prêtres de Buenos-Ayres ? Lui a-t-il été ordonné quelquefois de placer dans le lieu saint le portrait d'un homme couvert de sang ni celui d'aucun autre ; de porter tel ou tel signe de ralliement d'un parti ou de prononcer dans la chaire évangélique des paroles profanatrices ? Non : mille fois non : Les ennemis les plus acharnés du gouvernement ne peuvent s'empêcher de reconnaître son respect envers les ministres de l'autel, son indulgence même en certains cas ; et ce respect est tel qu'au milieu de l'épuisement du trésor et des besoins publics, les intérêts de l'église ont été ménagés : l'église doit donc répondre par tous les égards toutes les considérations en son pouvoir envers une unité composée d'une administration sage, vraiment nationale et dévouée d'une armée vaillante et infatigable, d'un peuple souffrant avec calme avec résignation et toujours fidèle à son culte.

Nous déclarons tout d'abord que nous ne prétendons nullement qu'il n'en ait été ainsi, mais nous regrettons d'avoir à citer deux faits relatifs à la deuxième brigade de garde nationale et nous ne le faisons qu'avec la certitude qu'il suffira d'indiquer le mal pour qu'un remède prompt et efficace y soit apporté, surtout lorsque ces incidents ne peuvent s'attribuer qu'à des mal entendus fâcheux, ou seront peut-être l'œuvre exclusive de certaines influences sourdes bien qu'actives et d'autant plus envahissantes que pour bien des gens elles sont restées jusqu'ici inaperçues.

Le corps d'un de nos camarades mort à l'hôpital de la Légion par suite de blessures est transporté à la Matriz pour y recevoir la dernière bénédiction ; et sous prétexte d'une cérémonie qui allait commencer, l'entrée du temple lui est refusée ; il faut le déposer sous le péristyle dont la porte est fermée, ou notre aumônier officie et de là avec la compagnie à laquelle avait appartenu le défunt, accompagne le corps jusqu'au champ du repos.

L'autre fait n'est pas moins grave. Un enfant nouveau-né et d'une existence frêle est présenté aux fonts baptismaux par le père accompagné de M. l'abbé Désombres qui s'offre, comme il l'a fait depuis l'organisation primitive de la Légion à administrer le sacrement

demandé. Cela lui est refusé avec dureté même malgré ses justes observations et le pauvre légionnaire malgré ses craintes pour la vie de son enfant est obligé de recourir à une bourse amie et bienfaisante afin de se procurer les douze réaux qu'on exige de lui. Ah ! si dans ce moment l'âme de la tendre créature s'était envolée vers le ciel, quo'que non christianisée elle aurait trouvé grâces devant le Dieu de justice et de bonté qui aurait sans doute pris note d'une aussi dure exigence du demeur du pauvre !...

Mais, nous le répétons, ce n'est ni à l'autorité civile ni au vénérable prêtre qui est chef de l'église en l'absence de M. le vicaire apostolique que nous attribuons des circonstances que nous déplorons : cet oubli de ce qui avait été consacré depuis deux ans ne peut provenir que de mal-entendus ou de subalternes ; et un mot des supérieurs rétablira à l'instant l'ordre de choses accoutumées.

Encore un mot : s'il pouvait y avoir en cela quelque chose de personnel à M. l'abbé Désombres, ce que nous rejetons bien loin, nous nous contenterions de rappeler que dans l'exercice de son ministère depuis son arrivée à Montevideo et en celui de ces fonctions comme aumônier depuis le premier jour de la création de la Légion il a constamment mérité l'estime de tous les gens de bien par son zèle, son mérite et un empressement qui seul pouvait égaler son désintéressement ; comme nous le disions plus haut nous en avons eu dimanche dernier la preuve la plus honorable pour M. Désombres ; et oublier tous les services qu'il a rendus serait ingratitude : ce serait même fropper la Légion dans la personne digne et méritante de son chef religieux. N'oublions point, nous, que cet estimable ecclésiastique arrivé il y a quelques années à Buenos-Ayres sous les auspices du vénérable évêque de Versoilles, M. Blanquet de Baillieu, et accueilli avec une distinction marquée par nos autorités consulaires se vit subitement privé d'une cure qu'il avait obtenue et qu'il remplissait en toute de respect et d'amour par ses paroissiens qui au jour d'hui encore le regrettent. Il fut persécuté, emprisonné par Rosas et menacé d'une peine terrible dont l'interposition seule des agents étrangers put le garantir, et cela parce qu'il se montra français et évangélique.

(1) Il a donc comme nous souffert de la tyrannie et de la haine aux étrangers contre lesquels nous mêmes nous luttons depuis si long temps ; c'est ainsi que lorsqu'il souffrit à la deuxième brigade à peine formée, pour l'administration des secours spirituels, il fut accueilli d'une voix unanime et avec une reconnaissance qu'il a justifiée pleinement par ses soins à domicile, à l'hôpital, à la dernière demeure, dans les divers temples et surtout dans celui de la *Caridad* où il a beaucoup fait et pourrait tout faire encore en faveur de ses camarades, et que, cependant, on lui a ôté : nous ignorons absolument pour quels motifs ou dans quelles vues. Terminons cet article d'intérêt général en souhaitant que nos observations soient accueillies sans fausses interprétations, entendues avec calme et que nul plutôt cesse le mal que nous avons indiqué. Les légionnaires et leurs nombreuses familles pourront dès lors continuer comme jusqu'à ce jour l'accomplissement de leurs devoirs religieux : leur aumônier acquerra de nouveaux titres à leur estime et le gouvernement à leur gratitude.

(2) M. Désombres n'avaient jamais placé le portrait de despotisme sur l'autel et ne le portait point à sa boutonnière ; se limitant à remplir ses devoirs, il ne perdait aucune occasion d'être utile à tous ceux qui avaient recours à lui. Pendant le blocus de Buenos-Ayres, un enseigne de vaisseau, infortuné M. Ginés, qui a laissé bien des souvenirs, fut surpris avec huit piécets peu achetés, par plus de cent hommes de Rosas embusqués et sans sommation aucune de leur main essaya une décharge qui le renversa avec quatre de ses amis ; les quatre autres firent les prodiges et parvinrent à sauver les cadavres de leur commandant et de leurs camarades. Une lettre de M. le curé Désombres à M. Ginés fut recueillie et bien quelle se borna à appeler la bienveillance de cet officier sur quelques pauvres gens sans ressources, à qui il pouvait être utile, comme M. Désombres était signalé par sa désapprobation tacite d'un système qu'on ne saurait trop flétrir, cette lettre lui fut imputée à crime de là ses malheurs auxquels ont pris part tous ses compatriotes et tous ceux qui le connaissent.



## VENTE A L'ENCHERE.

[Remate.]

[P. P. VAZQUEZ.]

De Meubles et d'un fond de magasin.

Aujourd'hui samedi, 24, à 11 heures du matin, au département de la police, aura lieu la vente au comptant des objets ci-dessus.

PAR LE MEME.

Le même jour, à 4 heures du soir, rue del Riaco n° 119, aura lieu la vente d'un fond de boutique de barbier.



## MARINE

et

## MOUVEMENT DU PORT.

ARRIVAGES.

Entrées du 23

Frégate française *Erigone* et une corvette anglaise  
Un brick anglais et un nord-américain de commerce.

## AVIS DIVERS

AVIS.

A LA GRANDE LUNETTE.

Maison Viglezzi, rue du Rincon n° 29 et 31

On trouvera pour ces jours de fêtes un grand assortiment de deux cents et quelques travestissements pour hommes et pour dames, plus cinq ou six comparses telles que ; arlequins, pierrot, magiciens, etc., dominos riches et de tous genres un grand choix de masques en carton, cre et satin, noir et de couleurs fau-nez, barbe, moustaches et perruques.

Les personnes qui voudront bien honorer cette maison de leur confiance seront, comme par le passé, servis avec zèle, promptitude et aux prix les plus modérés.

Les principaux membres de la société dramatique italienne nous prient de prévenir nos lecteurs que la société dont parle l'avis ci-dessus, n'a nullement été dissoute, et que cet avis n'est que l'expression d'un seul membre qui n'en fait plus partie. Ces messieurs proposent une représentation qui aura lieu prochainement.

AVIS.

On demande pour garçon de papiers un jeune homme de 14 à 15 ans, qui sache parler le basque et l'espagnol.

S'adresser rue du Sarandí, numéros 176 et 178, à côté de la pharmacie de M. Lenoble.

AVIS AU PUBLIC.

A vendre des haricots blancs de Soissons première qualité, au magasin de comestibles rue du 18 Juillet n° 54, pres du Lion d'or à deux piastres l'arrobe, et 80 reis la livre.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie CONSTITUCIONAL, Rue de las Cámaras N. 24.